

Programme de transition salariale pour le personnel soignant en résidence privée pour aînés

– Normes du programme –

Le programme de Transition salariale pour le personnel soignant (infirmières et infirmières auxiliaires et les préposés aux bénéficiaires) en résidence privée pour aînés (RPA) est mis en place afin d'offrir un salaire concurrentiel à leur personnel soignant durant une période de transition suivant la levée de la période d'urgence sanitaire.

1. Raison d'être du programme

- Le gouvernement a mis en place des primes salariales afin d'assurer la pérennité des services en RPA, en reconnaissant notamment la contribution du personnel soignant en RPA. Ces primes cesseront d'être versées à la fin de l'état d'urgence sanitaire. L'intervention du gouvernement est donc nécessaire afin d'aider les RPA à faire face à leurs obligations salariales au terme de la période d'urgence sanitaire et d'éviter des hausses importantes des prix pour les services offerts aux personnes âgées vivant en RPA.

2. Objectif du programme

- Le programme vise à atténuer l'impact sur le prix des services payés par la clientèle des personnes âgées et de maintenir les soins et services qui leur sont offerts en RPA.

3. Définition

- Aux fins du présent cadre normatif, le mot « Ministre », employé seul, désigne le ministre de la Santé.
- Par ailleurs, le mot « RPA » désigne une résidence privée pour aînés telle que définie par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (s-4.2), détenant une certification ou une attestation temporaire de conformité en vertu du Règlement sur la certification des résidences privées pour aînés (chapitre S-4.2, r. 0,01).
- Le personnel soignant désigne toutes les personnes employées à titre de préposé aux bénéficiaires, d'infirmière ou d'infirmière auxiliaire, ce qui exclut notamment les propriétaires de RPA, ainsi que le personnel responsable de l'administration ou de la gestion du personnel et toute autre catégorie de personnel des RPA.
- L'aide financière pour le personnel soignant désigne la prime d'exposition clinique de 8 % versée aux infirmières et infirmières auxiliaires ainsi que la bonification de 4 \$ du taux horaire des préposés aux bénéficiaires.
- À moins d'avis contraire, une année réfère à une année civile (1^{er} janvier au 31 décembre).

4. Période d'application du programme

- La période d'application du programme débute le 1^{er} juillet 2021 et prend fin au plus tard le 31 décembre 2026.
- Toutefois, l'aide financière est versée pour la période qui débute le jour suivant l'arrêt des primes salariales prévues dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, soit le 15 mai 2022, et se termine cinq ans plus tard.

5. Conditions d'admissibilité au programme

- Pour être admissible au programme, la RPA doit :
 - être conforme au *Règlement sur la certification des résidences privées pour aînés* (chapitre S-4.2, r. 0,01), comme indiqué à l'article 3;

- avoir reçu une aide financière pour son personnel soignant pendant la période de l'état d'urgence sanitaire;
- fournir, au terme de chaque semestre, à l'établissement du réseau de la santé (CISSS et CIUSSS) de leur territoire, les éléments de reddition de comptes prévus à la section 8 du présent cadre normatif;
- appartenir à l'une des quatre catégories de RPA, selon la taille, définies à la section 6 Aide financière du présent cadre normatif, peu importe leur statut d'occupation, dans les 30 jours qui précèdent la fin de l'urgence sanitaire¹ à l'adresse visée des unités visées par la certification.

6. Aide financière

- Les RPA admissibles pourront bénéficier d'un montant de base de 4 \$ par heure travaillée par leurs préposés aux bénéficiaires (jusqu'à concurrence de 21,27 \$ par heure travaillée en temps régulier, incluant la prime) et de 8 % du salaire horaire de base des infirmières et infirmières auxiliaires par heure travaillée, modulé au taux d'ajustement décrit dans la présente section.
- L'aide financière est calculée en fonction de toutes les heures travaillées par le personnel soignant admissible au courant de l'année.
- Le nombre d'employés admissibles à l'aide financière ne peut dépasser le nombre d'employés qui bénéficiaient de l'aide financière durant l'urgence sanitaire.
- Pour la durée du programme, l'aide financière sera offerte à l'ensemble des RPA dont les employés recevaient une prime salariale pour leurs préposés aux bénéficiaires (jusqu'à concurrence de 21,27\$ par heure travaillée en temps régulier, incluant la prime) et de 8 % du salaire horaire de base des infirmières et infirmières auxiliaires par heure travaillée.
- Pour la première et la deuxième année du programme se terminant le 31 décembre 2023, l'aide financière s'établira à 100 % du montant des primes versées aux préposés aux bénéficiaires et aux infirmières et infirmières auxiliaires lors de l'urgence sanitaire.
- Pour la troisième année et les suivantes (années débutant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre), l'aide financière sera plafonnée selon les taux d'ajustement suivants :
 - pour les RPA de 149 unités et moins : 55 % du montant de base pour la troisième année, décroissant à 35 % la quatrième année et à 20 % la cinquième année du programme;
 - pour les RPA de 150 à 199 unités : 55 % du montant de base pour la troisième année, décroissant à 35 % la quatrième année et à 10 % la cinquième année du programme;
 - pour les RPA de 200 à 249 unités : 55 % du montant de base pour la troisième année, décroissant à 35 % la quatrième année et à 10 % la cinquième année du programme;
 - pour les RPA de 250 unités et plus : 55 % du montant de base pour la troisième année, décroissant à 35 % la quatrième année et à 10 % la cinquième année du programme.

¹ La diminution d'unités RPA, par exemple, la conversion en unité RI-RTF après l'état d'urgence sanitaire n'a pas d'effet sur les sommes accordées. Toutefois, l'augmentation des unités RPA durant la période d'application du programme est comptabilisée dans l'aide financière accordée.

- Pour les préposés aux bénéficiaires, l'aide financière ne peut représenter davantage que l'écart entre leur salaire de base et un taux horaire de 21,27 \$ par heure travaillée.
 - Le taux horaire de l'aide financière demeure le même lors du temps supplémentaire, avec un maximum de 21,27 \$ par heure travaillée;
- Pour les infirmières et les infirmières auxiliaires, l'aide financière est ajustée en conséquence si le taux horaire auquel elles travaillent est revu à la hausse lors des heures supplémentaires.
- Le montant admissible par heure travaillée décroît en fonction de la taille de la RPA, selon les paramètres du tableau ci-contre.

**RETRAIT PROGRESSIF DES SUBVENTIONS VERSÉES AUX RPA
POUR LEUR PERSONNEL SOIGNANT**
(en pourcentage)

	État d'urgence sanitaire	Après l'état d'urgence sanitaire				
		1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année	5 ^e année
Résidences de 149 unités ou moins	100	100	100	55	35	20
Résidences de 150 à 199 unités	100	100	100	55	35	10
Résidences de 200 à 249 unités	100	100	100	55	35	10
Résidence de 250 unités et plus	100	100	100	55	35	10

7. Reddition de comptes

- Les RPA fournissent leur reddition de comptes aux établissements du réseau de la santé, lesquels transmettent au ministère de la Santé et des Services sociaux, les éléments suivants :
 - le nombre d'employés occupant chaque catégorie d'emploi admissible²;
 - le nombre d'heures travaillées pour chaque catégorie d'emploi admissible;
 - le nombre d'heures supplémentaires travaillées pour chaque catégorie d'emploi admissible;
 - la masse salariale ainsi que l'aide financière accordée pour les employés de chaque catégorie d'emploi admissible;
 - le montant des charges sociales pour les employés de chaque catégorie d'emploi admissible;
 - l'écart salarial entre le salaire horaire des préposées aux bénéficiaires est de 21,27 \$.
- Ces informations doivent être mises à jour **chaque semestre** auprès de l'établissement du réseau de la santé de leur territoire.
- À défaut de donner suite à la reddition de comptes, la RPA pourrait être retirée du programme d'aide financière.

² Les nouveaux employés embauchés après la levée de l'état d'urgence sanitaire ne sont pas comptabilisés dans le versement de l'aide financière du présent programme.

8. Obligations

- Les obligations des RPA admissibles sont les suivantes :
 - fournir aux établissements du réseau de la santé une information complète et à jour telle que précisée dans le cadre du processus de reddition de comptes;
 - détenir une certification ou une attestation temporaire de conformité en vertu du Règlement sur la certification des résidences privées pour aînés (chapitre S-4,2, r. 0,01);
 - maintenir au moins les services qui étaient offerts lors de l'état d'urgence sanitaire, lesquels sont associés à la catégorie de la résidence conformément au règlement sur la certification des RPA;
 - verser l'aide financière aux employés concernés;
 - inscrire le montant de l'aide financière au talon de paie de chacun des employés concernés dont la reddition de comptes se réalisera par le registre des salaires;
 - respecter l'ensemble des obligations de reddition de comptes après avoir reçu une aide financière relative aux primes COVID-19 pendant l'état d'urgence sanitaire.
- À défaut de respecter l'une des obligations précitées, la RPA pourrait être retirée du programme d'aide financière.

9. Fin de l'aide financière

- La RPA n'a plus droit à l'aide financière dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
 - l'aide financière a été versée en totalité;
 - la RPA n'a pas respecté l'une des obligations prévues au programme;
 - la RPA a fermé ses portes.

10. Recouvrement

- Le Ministre pourra réclamer les sommes versées dans le cadre du présent programme, en tout ou en partie, dans le cas de déclarations erronées ou frauduleuses.
- Le Ministre peut mandater un établissement public ou un tiers pour effectuer des vérifications de conformité de la reddition de comptes soumise par une RPA.
- Advenant qu'une personne effectue de façon volontaire une fausse déclaration lui permettant de bénéficier du programme, le Ministre, à titre de mandataire du gouvernement, pourra recouvrer l'aide financière reçue et appliquer une pénalité financière équivalant à 50 % du montant versé.

11. Règle de cession ou de saisie

- Le montant de l'aide financière versée dans le cadre du présent programme est incessible et insaisissable, sous réserve des dispositions figurant sous la rubrique « Recouvrement » du présent programme.

12. Imposition des montants

- L'aide financière versée dans le cadre du présent programme est imposable pour les RPA qui en bénéficient. Les sommes versées aux employés peuvent toutefois être déduites à titre de dépenses.
- Les sommes versées aux employés sont également imposables, selon les règles fiscales en vigueur.

- Le Ministre délivrera un relevé en fin d'année à la RPA pour déclarer les sommes dans le cadre de la production de la déclaration de revenus.

13. Modes de versement

- Le versement est effectué **chaque trimestre**, sur la base des dernières informations fournies aux CISSS et CIUSSS. Le premier versement sera fait dans un délai maximum de 30 jours suivant la réception des informations complètes.

14. Échéance de l'aide financière

- L'aide financière est versée pour la période qui débute le jour suivant l'arrêt des primes salariales prévues lors de l'état d'urgence sanitaire et se termine cinq ans plus tard.

15. Pour des informations complémentaires ou pour porter une plainte

- Les coordonnées pour obtenir des informations complémentaires sur le programme ou pour adresser une plainte sont communiquées selon les modalités déterminées par le Ministre ou son mandataire.

16. Administrateur du programme

- Le ministre de la Santé est désigné comme mandataire du gouvernement pour le versement des aides financières et l'administration du programme.